

CURRICULUM VITAE

NOM : ROGGEN
PRENOM : Françoise

PROFESSIONS :

- Avocat au Barreau de Bruxelles de 1985 à 1998 (prestation de serment le 1^{er} septembre 1985 et inscription au stage le 1^{er} octobre 1985).
- Nomination le 10 août 1998 en qualité de juge de complément dans le ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles; déléguée à l'instruction le 15 septembre 1998.
- Nomination le 14 mai 2001 en qualité de conseiller à la cour d'appel de Bruxelles.
- Nomination le 8 décembre 2010 en qualité de conseiller à la Cour de cassation.

MANDATS A L'Université (U.L.B.):

- Assistante chargée d'exercices en droit pénal auprès de Monsieur le Professeur Jules MESSINNE depuis l'année académique 1985/1986.
- Assistante en procédure pénale auprès de Monsieur le Professeur QUARRE depuis l'année académique 1992/1993, de Messieurs MANDOUX et PREUMONT depuis l'année académique 1995/1996 (jusqu'en septembre 2002).
- Chargée de conférences à l'école de commerce Solvay dans le cadre de la maîtrise en gestion fiscale; intitulé de l'enseignement "Législation pénale fiscale" depuis l'année académique 1996/1997 (30 heures) jusqu'en 2007.
- Chargée de cours à la Faculté de médecine de l'ULB; intitulé du cours : "Les règles juridiques de l'expertise médicale" depuis l'année académique 1999/2000 (7,5 heures).
- Suppléante de Monsieur Spreutels pour le cours de droit pénal des affaires, pour l'année académique 2004-2005.
- Suppléante avec Monsieur Kutzy pour le cours de droit pénal dispensé sur le site de Mons depuis l'année académique 2005-2006 et sur les sites de Mons et de Bruxelles depuis l'année académique -2007 jusqu'en 2010.
- Conférences données à la formation continue crim & psy: cours de droit pénal général et cours d'expertise (de 2009 à 2019).

AUTRES FONCTIONS :

A. Collaboratrice à titre d'expert :

- A la Commission Juridique du Parlement Européen le 2 octobre 1996 en matière de

protection des mineurs en droit belge.

- A la Commission Parlementaire du Sénat créée en juillet 1996 et relative à la criminalité organisée.
- A la Commission Parlementaire du Sénat chargée d'enquêter sur les événements du Rwanda entre mai et décembre 1997.
- Au groupe de travail du ministère de la justice et du cabinet de la ministre durant toute l'année 2004-2005 dans le cadre de l'étude programmée de la réforme de la loi du 4 mai 1999 relative à la responsabilité pénale des personnes morales.
- Membre du comité de rédaction de la revue droit et procédure pénale de Kluwer depuis l'automne 2005.

B. Charges remplies dans le cadre de la profession d'avocat :

- patron de stage agréé par l'U.L.B. pour les étudiants de 3ème licence en droit dans le cadre du séminaire de formation professionnelle depuis 1994;
- professeur cours Capa (Ordre Français des Avocats du Barreau de Bruxelles) en pratique judiciaire du droit pénal depuis l'année 1995.

C. Charges remplies dans le cadre de la profession de magistrat:

- Conférencière dans les programmes de formation permanente des magistrats en 1998 en droit de la faillite.
- Formations dispensées depuis 2002 auprès des magistrats (formation des juges d'instruction sur la saisie et la confiscation en matière pénale, formations relatives aux infractions liées à l'état de faillite et à la loi du 4 mai 1999 relative à la responsabilité pénale des personnes morales, avec dans les trois cas la remise d'un syllabus,).

ETUDES :

Etudes inférieures et moyennes : Athénée Royal d'Uccle 1

Obtention du diplôme de licenciée en droit auprès de l'Université Libre de Bruxelles le 30 juin 1985 avec le grade de "grande distinction";

Obtention du C.A.P. à la profession de magistrat le 24 mars 1997;

Stage d'avocat effectué chez Monsieur le Bâtonnier Michel VAN DOOSSELAERE ainsi qu'auprès de Monsieur Patrick MANDOUX;

Participation à la formation spécifique à la fonction de juge d'instruction, organisée par le Ministère de la Justice entre le 20 et le 24 avril 1998.

Formation en techniques de management pour magistrats (cycle 2000-2001).

LANGUES :

Connaissance et maîtrise courante de la langue néerlandaise et de la langue anglaise.

MATIERES TRAITÉES comme avocat puis comme magistrat :

I. Formation de généraliste et en matière pénale tout particulièrement, fréquentation régulière des Tribunaux Correctionnels, rédaction de mémoires en cassation, plaidoiries à de nombreuses reprises en Cour d'Assises;

II. Pratique active de la procédure pénale dans le cadre du mandat de juge d'instruction puis comme conseiller à la cour d'appel et enfin à la Cour de cassation;

III. Rédaction d'arrêts en matière pénale et plus accessoirement en matière civile: droit de la responsabilité, droit des contrats, droits des assurances, droit de la construction, droit pénal commun et financier.

PRIX ET DISTINCTIONS

HONORIFIQUES :

Prix des chroniqueurs judiciaires le 13 septembre 1987 (ce prix est attribué par l'ensemble de la presse belge en faveur d'un jeune avocat pénaliste).

Prix des Secrétaires de la Conférence du stage du Barreau de Paris le 3 mars 1988 (ce prix est un prix d'éloquence accordé à un avocat stagiaire sélectionné dans le cadre des accords entre le Barreau de Bruxelles et le Barreau de Paris).

Prix Lejeune le 23 avril 1988 (prix accordé par le jeune Barreau de Bruxelles (prix de plaidoiries accordé en faveur d'un avocat stagiaire de 3ème année).

Prix de la Francophonie le 5 septembre 1990 accordé à Montréal (ce prix de plaidoiries est accordé par un jury composé de représentants de barreaux francophones du monde entier).

Orateur de rentrée de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles pour l'année judiciaire 1992/1993.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES :

Note et observations sous décision Journal des Tribunaux 1987, page 25 et suivantes (matière traitée : procédure pénale et Droits de l'Homme).

Conférence à l'Université Libre de Bruxelles le 7 mars 1989, organisée par l'A.D.B.R. (matière traitée : l'exécution des peines; publication de 30 pages remise aux participants de la Conférence).

Conférence auprès de l'Association des Femmes Juristes le 29 novembre 1990 (matière traitée : la nouvelle loi sur la détention préventive du 20 juillet 1990).

Séminaire de droit pénal des affaires le 19 janvier 1991 auprès de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles (matière traitée: faux fiscal, faux pénal, usage de faux, prescription des actions publiques et publication à cette occasion d'un livre contenant le texte du séminaire (contribution personnelle : 33 pages environ).

Conférence à l'U.L.B. le 20 janvier 1993 sur le décret de l'aide à la jeunesse de mars 1991.

Contribution ("Le risque pénal dans la gestion des sociétés") au séminaire organisé par la S.A. VAN HAM & VAN HAM le 28 avril 1993 sous la présidence de Monsieur le Professeur HORMANS sur le thème "La responsabilité des dirigeants de société au quotidien".

Publication auprès de la Revue de Droit de l'U.L.B. en septembre 1993 d'un article intitulé "La simulation en droit pénal"; cet article s'insère dans l'ensemble d'une étude consacrée à l'utilisation du faux document en matière pénale (contribution personnelle : 33 pages environ).

Après-midi d'études organisée le 25 octobre 1994 par le Conseil National des Femmes Francophones sur le thème "Ethique et fin de vie"; contribution traitant de l'euthanasie en droit pénal belge.

Colloque des 17 et 18 novembre 1994 organisé par l'U.L.B. et le Conseil d'Etat sur l'actualité du droit de l'environnement; contribution sous le titre "La répression des infractions contre l'environnement" (publication Bruylant 1995).

Conférence à l'U.L.B. le 28 novembre 1994 sur le thème : "La présomption d'innocence" en compagnie de Messieurs P. MANDOUX et Ph. TOUSSAINT (conférence organisée par le Cercle des Etudiants en Criminologie de l'U.L.B.).

Conférence à l'U.L.B. le 30 mars 1995 sur le thème : "La Cour d'Assises et le Jury Populaire" en compagnie de Monsieur J.P. SPREUTELS, Monsieur J.P. COLLIN, Madame Anne KRYWIN et Monsieur G. VAN DAMME (conférence organisée par le Cercle de Droit et par le Cercle des Etudiants en Criminologie de l'U.L.B.).

Publication parue le 1er octobre 1995 dans la Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme sous le titre "L'incidence de l'arrêt Poitrimol de la CEDH en droit belge et plus particulièrement au regard de l'article 421 du C.I.C."

Exposé donné à la délégation des magistrats de la ville de Shanghai à l'U.L.B. le 12 décembre 1995 sur le thème général : "La procédure pénale belge et les droits de l'homme".

Conférence à l'U.L.B. en mars 1996 relatif au droit pénal et à la procédure pénale belges à l'attention des magistrats chinois du ressort de la cour d'appel de Shanghai

Publication dans la J.L.M.B. 12 avril 1996, pages 591 à 596 : note sous décision :

détention préventive.

Exposé en qualité d'expert pour la Belgique devant la Commission Juridique du Parlement Européen le 2 octobre 1996 sur le thème "La protection des mineurs en Belgique" et remise d'une note d'une cinquantaine de pages.

Publication relative aux limites juridiques à la liberté d'expression dans le liber amicorum réalisé en hommage à Me José Vanderveeren.

Travail d'expert aux Commissions d'Enquête du Sénat sur la criminalité organisée et sur les événements du Rwanda.

Publication pour le Cèdre et participation au colloque du 22 novembre 1996 sur le thème "Les nouvelles dispositions pénales et administratives dans le décret de la Région Wallonne du 27 juin 1996 et l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballage.

Intervention et publication le 19 décembre 1996 dans le cadre du colloque organisé par le Groupe Skyroom sous la direction de Thierry AFSCHRIJFT relatif à l'application des lois fiscales en matière d'impôts sur les revenus; titre: "Que faire face aux menaces de dénonciation pénale qui émanent d'un contrôleur des contributions ?".

Conférence à l'U.L.B. auprès du Groupe Elsa du 30 janvier 1997 relative à la pratique du droit pénal dans la profession d'avocat.

Intervention et publication dans le cadre du colloque organisé par l'U.I.A. le 19 avril 1997 intitulé "Le juge et le droit de l'environnement".

Article relatif au délit d'abus de biens sociaux (revue de droit de l'U.L.B.) (paru durant l'année 1998).

Leçon inaugurale à l'Ecole de commerce Solvay le vendredi 10 octobre 1997 en matière de délits financiers et plus particulièrement d'abus de biens sociaux.

Conférence au CEPULB le 20 octobre 1997 relative au délit de blanchiment et au délit d'abus de biens sociaux.

Exposé assorti d'une remise de note d'une quarantaine de pages dans le cadre de la formation continue des magistrats, organisée par le ministère de la Justice le mardi 20 janvier 1998 sur le sujet : "Le droit pénal de la faillite - les nouvelles dispositions légales".

Contribution ("La responsabilité pénale des dirigeants d'entreprises et de leurs conseillers") au séminaire organisé par la S.A. VAN HAM & VAN HAM le 10 février 1998 sous la présidence du professeur T'KINT sur le thème "La responsabilité des dirigeants de société et de leurs conseillers ».

Publication d'un commentaire des dispositions pénales de la loi du 8 août 1997 sur les

faillites à la Revue de droit pénal et de criminologie (avril 1998), assorti d'un tableau comparatif des anciennes infractions de banqueroute et des nouvelles infractions liées à l'état de faillite.

Le 8 octobre 1998, conférence à l'Institut Bordet à l'attention des anatomo-pathologistes sur les obligations des médecins en cas de mort violente ou à l'occasion de demandes de prélèvements d'organes.

Le 1er décembre 1998, conférence au Cepulb, thème : "La loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale".

Le 9 décembre 1998, séminaire organisé par le groupe Sky Room assorti d'une publication de 20 pages sur "Les nouveaux droits de la défense de l'inculpé à travers la loi Franchimont".

Le 26 février 1999, conférence pour EFE Belgium consacrée au projet de loi du Gouvernement sur la corruption (publication d'un commentaire de 16 pages).

Le 6 mai 1999, conférence sur le thème "Actualités en droit pénal des affaires" pour Van Ham & Van Ham, séminaire sous la direction de J. Spreutels, consacré à la loi Franchimont (plus publication).

Le 15 juin 1999, conférence pour EFE Belgium consacrée à la loi du 4 mai 1999 sur la responsabilité pénale des personnes morales, plus note.

Note rédigée sous Cass., 17/03/1999, en matière d'abus de biens sociaux publiée au J.T. du mois de juin 1999.

Le 28 septembre 1999, participation active à une journée d'études consacrée à la responsabilité pénale des personnes morales par la société SKYROOM : conférence verbale sans publication.

Le 30 septembre 1999, participation active à une journée d'études organisée par le Comité de Direction de la Bourse de Bruxelles consacrée à la répression des délits financiers et boursiers : contribution consacrée aux moyens dont dispose le juge d'instruction en matière financière; publication d'une trentaine de pages conjointement avec Monsieur le Procureur du Roi Benoît DEJEMEPPE.

Le 14 octobre 1999, participation active au colloque intitulé "Rencontres du droit social", contribution verbale et écrite (14 pages) consacrée à la réflexion d'un juge d'instruction financier relative à la loi du 22 décembre 1998 en ce qu'elle concerne plus précisément l'intégration de l'Auditorat du travail au Ministère Public.

Le 15 octobre 1999, participation active au séminaire Expertalia qui s'est tenu à l'hôtel Brussels Hilton; intitulé de la contribution : "Droit des patients : le droit à l'information et le consentement éclairé du patient" (16 pages).

Article consacré à la nouvelle infraction d'organisation criminelle publié dans la RDPC du mois de novembre 1999.

Note sous Cass., 2ème Chambre, 8 septembre 1999, consacrée au droit pénal fiscal et plus particulièrement à la question de la recevabilité de la constitution de partie civile de l'Etat Belge (Ministère des Finances) devant les juridictions répressives (JLMB n°8/2000).

Note sous Cass. du 19/01/2000 en matière de revision publiée dans le JT 2000, page 363 et suivantes.

Le 27 avril 2000, séminaire organisé par le Cepac sur le thème de la responsabilité civile et pénale des administrateurs de S.A. sous la direction du professeur P. Van Ommeslaghe (conférence assortie d'une remise de notes).

Le 8 décembre 2000, contribution relative à la responsabilité des personnes morales dans le cadre de la journée d'études organisée par le Ministère de la Justice à l'attention des magistrats.

Le 8 février 2001, participation active à un colloque du Development Institute International sur le thème de la responsabilité pénale des dirigeants (contribution sur les évolutions jurisprudentielles récentes de l'abus de biens sociaux).

Le 8 mai 2001, participation au colloque organisé par la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles intitulé "Actualité de droit pénal et de procédure pénale" sur le thème de "Participation et imputabilité : l'application de ces principes à l'épreuve de la responsabilité pénale des personnes morales" avec contribution écrite.

Le 12 octobre 2001, participation au colloque organisé par l'Asbl Institut d'Etude sur la Justice consacré au rôle du juge dans la cité sur le thème de "Le juge face à l'homme d'affaires", publication annoncée dans les cahiers de la revue trimestrielle des droits de l'homme (1er trimestre 2002).

Le 8 avril 2002, participation en qualité d'orateur à la formation des futurs juges d'instruction sur le thème des "biens".

Le 13 novembre 2002, participation à l'échange de vues entre magistrats, organisé par le ministère de la justice, sur le thème de la responsabilité pénale des personnes morales.

Participation le 19 mai 2003 en qualité d'orateur et de coordinateur à l'après-midi d'étude organisée par le Ministère de la justice à l'attention des magistrats sur le thème du référé pénal et de la saisie en matière pénale (contribution écrite d'une cinquantaine de pages).

Participation le 4 juin 2003 au colloque organisé par la maîtrise en gestion fiscale de l'école de commerce Solvay, sur le thème des droits du justiciable confronté à une instruction pénale et publication aux éditions Kluwer de la contribution dans un ouvrage collectif.

Participation au colloque organisé le 16 octobre 2003 par la revue générale de la

fiscalité avec contribution écrite sur le thème : l'extension des moyens d'investigation et des mesures de contrainte en procédure pénale (publié in Revue générale du contentieux fiscal, 2003/5, éditions Larcier).

Participation au colloque organisé le 11 décembre 2003 par l'institut des audits anti-fraude (IFA) avec contribution écrite sur la confiscation en matière pénale fiscale.

Participation comme orateur invité à plusieurs cycles de conférences en 2002 et 2003 suite à l'adoption de la loi du 16 mai 2002 dépénalisant l'euthanasie (notamment aux facultés de droit de Namur)

Note sous cassation du 22 octobre 2003 (arrêt Navez) publiée in JLMB 2004, n°1.

Participation à un colloque consacré à l'actualité du droit pénal et contribution relative à la responsabilité pénale des personnes morales à l'ULB le 14 mars 2005, article publié in Actualité de droit pénal, UB3 Bruylant 2005 (deux autres participations à des colloques sur la base du même texte chez Van Ham et Van Ham au printemps 2005 et chez IFE en septembre 2005).

Publication de l'ouvrage « Droit pénal des affaires » aux éditions Bruylant (ouvrage d'environ 1.200 pages, rédigé avec messieurs Spreutels et Roger-France) en décembre 2005 aux éditions Bruylant.

Rédaction avec Monsieur Kutu du cours de droit pénal dispensé sur le site de Mons, et publication aux PUB en hiver 2005. Ma contribution personnelle s'étend au 2ème syllabus (l'infraction et le délinquant, 212 pages) et à la première moitié du 3ème syllabus (la peine, les mesures à l'égard des anormaux, les mesures alternatives à la peine, 107 pages). Le cours a été réactualisé pour la rentrée académique de 2006. Le syllabus ont été actualisés jusqu'en 2008.

Publication d'une note de doctrine consacrée à la saisie des biens en matière pénale et au référé pénal (publication rédigée avec messieurs Klees et Vandermeersch) parue en juin 2006 aux éditions Kluwer, dans la revue « droit pénal et procédure pénale ».

Publication le 19 novembre 2007 aux éditions Bruylant d'un recueil collectif avec note de doctrine personnelle consacrée à la peine de confiscation : développements jurisprudentiels et législatifs récents.

Etude complète consacrée à la responsabilité pénale des personnes morales parue en avril 2008 à la Revue de Droit pénal et de procédure pénale, éditions Kluwer ; actualisation (70pages) en 2015.

Contribution consacrée à la loi du 21 avril 2007 réformant la loi de défense sociale de 1964, dans le liber amicorum offert au professeur Fagnart, Bruylant 2008, p.783 à 806.

Etude sur l'infraction de corruption, parue dans un ouvrage collectif sur les infractions commises par les fonctionnaires aux éditions Larcier, automne 2008.

Contribution consacrée à la mise en œuvre de la mesure d'expertise issue de la loi du 15 mai 2007, dans le liber amicorum offert au professeur Pierre Lucas, Anthémis, 2009, p. 347 à 372.

Faux et usage de faux fiscal : principes de base et développements jurisprudentiels récents, UB3, Actualités du droit pénal, Bruylant 2009, p.1 à 31.

Organisation du procès Francisco Ferrer (cour d'appel de Bruxelles et ULB), octobre 2009.

Note sous Cass. 3 juin 2009, le faux de droit commun et le faux fiscal, RDPC mars 2010, p.359 à 383.

L'élément moral dans les infractions, une controverse obsolète, UB3, Actualités en droit pénal, Bruylant 2010, p. 1 à 35.

Les avocats face au blanchiment, Participation criminelle et blanchiment, CJB, Larcier 2011, p. 135 à 166.

Contribution consacrée aux circonstance atténuantes : le temps de la réforme, dans le liber amicorum offert au professeur Alain de Nauw, De Keuze 20011, p.731 à 751.

La règle du cumul des sanctions administratives et pénales en matière fiscale à travers la jurisprudence : impact et perspectives, UB3, Actualité en Droit pénal, Bruylant, 2011, p.1 à 25.

Orateur au débat organisé le 25 novembre 2011 par l'ASM sur le thème : Criminalité en col blanc, en route vers l'impunité ? (avec note de 8 pages publiée ensuite dans la revue de l'association).

Le délai raisonnable, principe, contrôle et sanction de son dépassement : développements jurisprudentiels récents, UB3, actualités en droit pénal, Bruylant 2012, p. 1 à 34.

Orateur le 9 novembre 2012, lors de la rencontre des Cours de cassation de France et de Belgique à Paris sur le thème : la querulence devant la Cour de cassation ; contribution publiée à la RDPC de 2013.

Contribution consacrée à l'application du mandat d'arrêt européen au mineur d'âge de plus de seize ans : la protection de l'intérêt de l'enfant à l'épreuve de l'harmonisation européenne, dans le liber amicorum offert aux professeurs Françoise Glansdorf et Pierre Legros, Groupe De Boeck 2014.

Note sous Cass. 22 janvier 2014, responsabilité pénale des personnes morales, participation criminelle et application de la loi pénale dans le temps, RDPC avril-mai 2014.

Orateur le 6 mars 2015 lors de la rencontre de la Cour de cassation et de la Cour européenne des droits de l'homme à Bruxelles sur le thème : L'appréciation de la force probante des éléments de fait par la cour européenne des droits de l'homme (avec

remise d'une note de 32 pages).

Contribution consacrée à la participation criminelle en 2017 à la Revue de droit pénal et de procédure pénale publiée par Kluwer.

Contribution aux Mélanges « Liberté, (lé)galité, humanité » offerts à Jean Spreutels sur le thème « Les particularités procédurales du jugement du délit de dénonciation calomnieuse », Bruylant, novembre 2018.

Stage à la Cour de cassation de France en septembre 2019 et assistance aux travaux préalables et aux débats de l'audience plénière sur la GPA (arrêt du 4 octobre 2019).

Contribution au Liber amicorum offert au professeur Paul-Alain Foriers sur le thème : Fraude fiscale, blanchiment et confiscations, une articulation jurisprudentielle et légale complexe, Larcier, (2021).

L'application du principe général du droit « non bis in idem » en droit pénal fiscal et l'exercice de l'action civile devant la juridiction répressive en cas de fraude fiscale , depuis le 1^{er} janvier 2020, Revue générale de fiscalité et de comptabilité pratique, Kluwer, novembre 2020.

Publication actualisée du livre « Droit pénal des affaires » aux éditions Larcier : avril 2021.

Le juge de la fraude fiscale et le juge de l'impôt : le chemin de Janus, publication aux cotés de M. A.Risopoulos, in, collectif d'auteurs, Le droit pénal fiscal dans tous ses états, Larcier 2022.